

développées, et sur la capacité d'innovation dans les régions plus développées. Ces piliers mesurent non seulement des éléments en rapport avec les entreprises, mais aussi en lien avec les résidents de la région en question et avec leur qualité de vie. Contrairement au WEF donc, où le poids de l'index est mis sur la compétitivité «pure et dure» du monde des entreprises, le RCI se veut plus inclusif.

Il assume notamment qu'il existe un lien étroit entre compétitivité et prospérité redistribuée à des fins d'amélioration de la qualité de vie des résidents d'une région donnée.

Considéré comme une entité régionale à part entière, le Luxembourg se trouve à la **34^e place du classement**

RCI (#34), sur un total de 271 régions, soit très proche du «top» du 1er décile du classement (top 13 %). Il est considéré comme une région à l'état de développement «**élevé**», par opposition aux deux autres catégories de développement régional de l'étude dites «intermédiaire» et «médium». A titre comparatif, les autres «régions» de la Grande Région sont classées comme suit:

- Provinces du Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur: quatre «régions» toutes classées en catégorie «intermédiaire» avec des *rankings* respectifs de #145, #123, #170 et #144;
- Trèves, Rhinessen-Pfalz et Saarland: une région de catégorie «intermédiaire» (#111) et deux régions de

catégorie «élevée» (#61 et #108) respectivement;

- Lorraine: une région de catégorie «intermédiaire» avec un *ranking* de #142.

Trente-trois régions devancent le Luxembourg dans le classement, dont de nombreuses aux Pays-Bas (8 régions, dont celle de Utrecht, en tête du classement RCI), au Royaume-Uni (7), en Allemagne (6), ainsi que quatre régions en Belgique (Anvers, Bruxelles et les deux Brabant), trois au Danemark et deux en Suède.

Photo mensuelle de l'économie luxembourgeoise

Par le biais de cette rubrique « Photo mensuelle de l'économie luxembourgeoise », la Chambre de Commerce souhaite familiariser les lecteurs du *Merkur* à l'évolution des indicateurs macro-et microéconomiques, tout en mettant en évidence le point de vue de ses ressortissants. La première partie de cette rubrique est consacrée aux principaux indicateurs macroéconomiques et aux prévisions qui s'y rattachent. L'évolution d'indicateurs conjoncturels, sur base mensuelle ou trimestrielle selon la disponibilité des données, est ensuite illustrée graphiquement dans une seconde partie. La troisième et dernière partie donne la parole à un chef d'entreprise qui présente son point de vue concernant l'environnement macroéconomique, en général, et son secteur d'activité, en particulier.

1. Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2010	2011	2012 (p)	2013 (p)	2014 (p)	2015 (p)
Croissance du PIB à prix constants (% de croissance en volume et montants absolus en millions EUR) ⁽¹⁾	2,7 %	1,6 %	-0,9 %	2,3 %	4,0 %	4,8 %
	33,2	33,7	33,4	34,2	35,6	37,3
Taux de chômage (ancienne définition ADEM)	6,1 %	6,1 %	6,8 %	7,6 %	7,8 %	7,7 %
Emploi total intérieur (variation annuelle en %)	1,8 %	2,7 %	1,3 %	0,4 %	1,4 %	2,8 %
IPCN (variation annuelle en %)	2,3 %	3,4 %	2,1 %	1,9 %	2,1 %	2,3 %
Capacité/besoin de financement (administration publique, millions EUR)	-343,5	-253,3	-706	-1.527	-1.467	-1.676
Capacité/besoin de financement (administration publique, % du PIB)	-0,9 %	-0,6 %	-1,7 %	-3,5 %	-3,1 %	-3,3 %

Source: Comptes nationaux/Note du Comité de Prévision, Prévisions macroéconomiques et évolution des finances publiques, 2011 – 2015 (20 mars 2012)/calculs Chambre de Commerce

Remarque: (1) Le PIB à prix constants, réel ou en volume, est la valeur du PIB en tenant compte des variations des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et services. C'est la valeur utilisée lorsque l'on mesure la croissance du PIB. En effet, on ne peut pas savoir uniquement en observant le PIB nominal (en valeur) si la hausse de l'indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

2. Repères conjoncturels pour l'économie luxembourgeoise

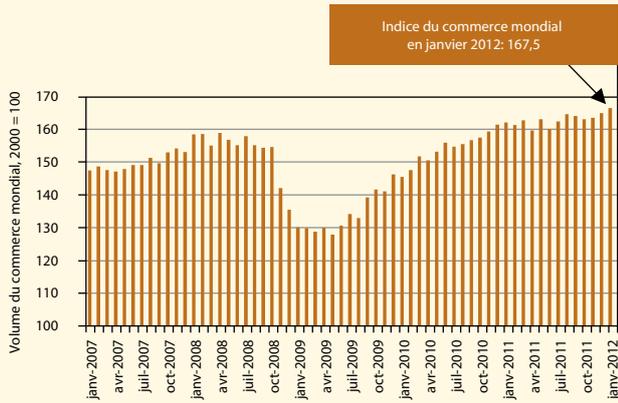
Graphique 1 – Evolution du cours du baril de Brent à Londres



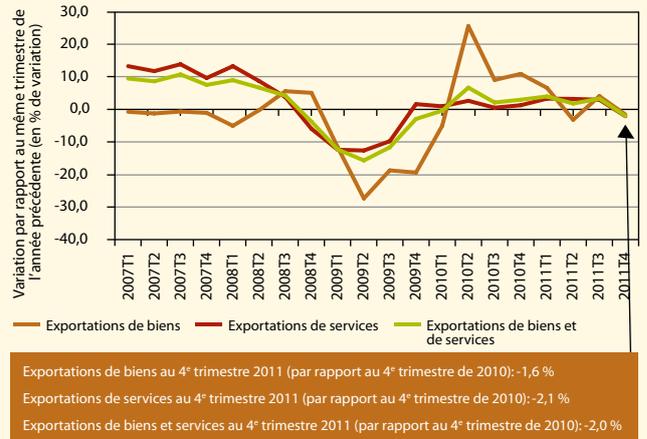
Graphique 2 – Evolution de la parité EUR/US Dollar



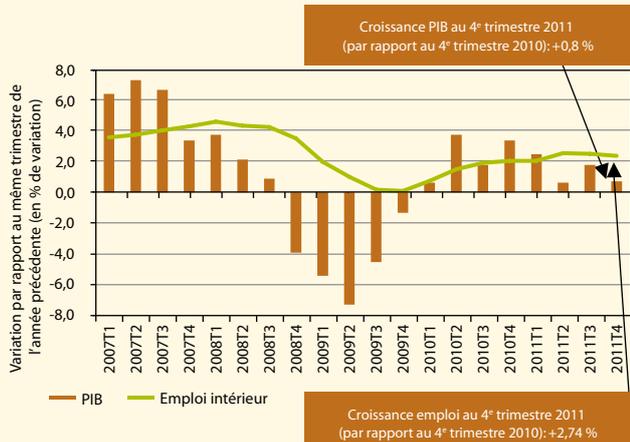
Graphique 3 – Evolution mensuelle du commerce mondial



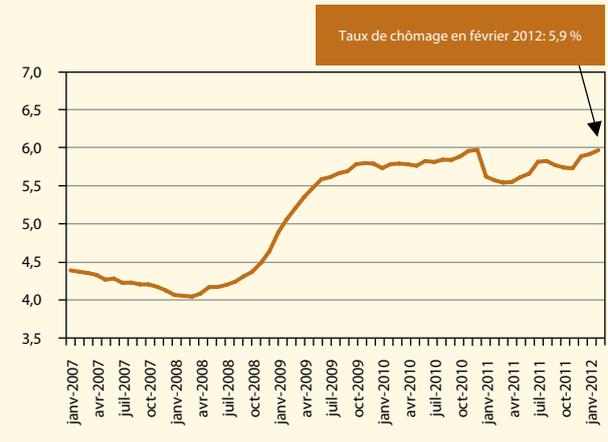
Graphique 4 – Evolution trimestrielle des exportations de biens et de services



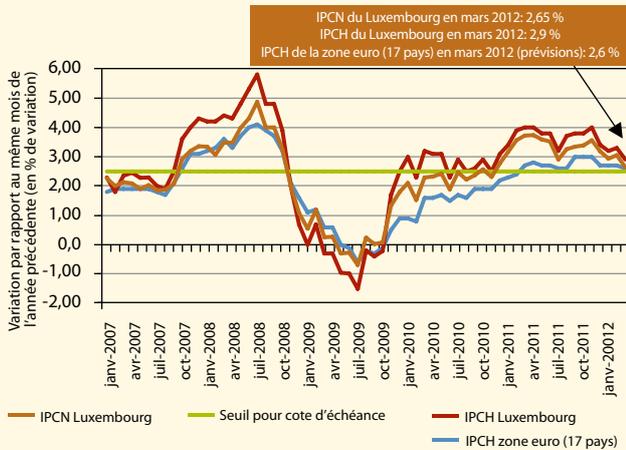
Graphique 5 – Evolution trimestrielle du PIB et de l'emploi intérieur



Graphique 6 – Evolution mensuelle du taux de chômage (au sens strict)

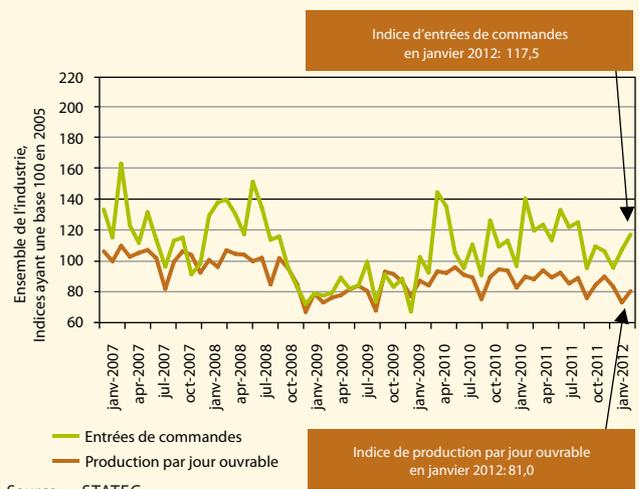


Graphique 7 – Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation national (IPCN) et de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)

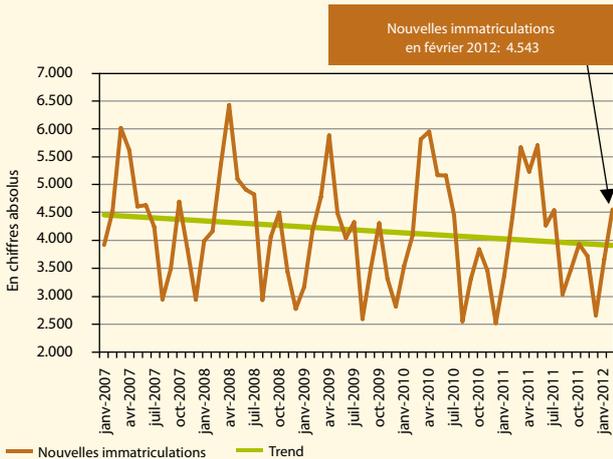


Sources : STATEC, Eurostat

Graphique 8 – Evolution mensuelle de la production industrielle par jour ouvrable et des entrées de commandes

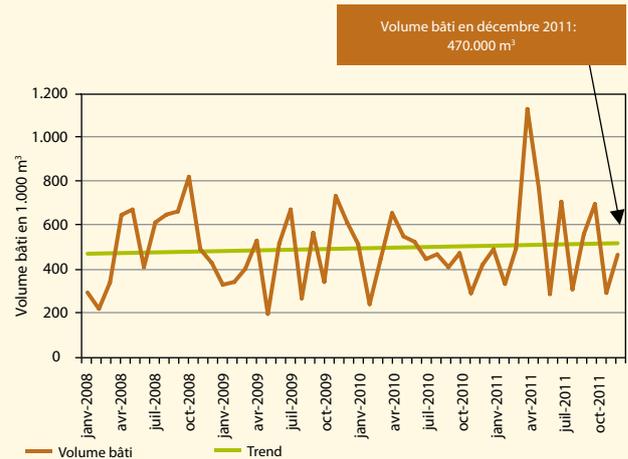


Graphique 9 – Evolution mensuelle des nouvelles immatriculations de voitures particulières et à usage mixte neuves



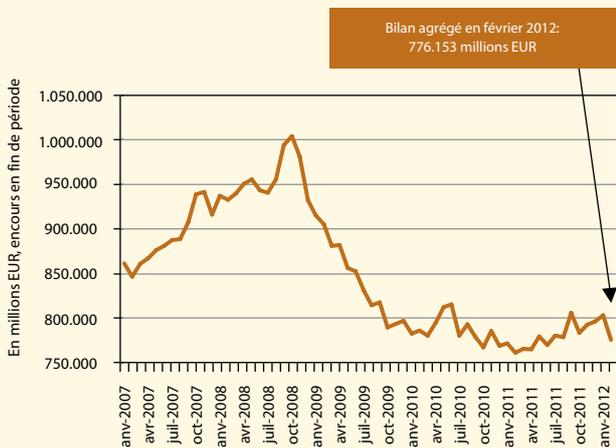
Source : STATEC

Graphique 10 – Evolution mensuelle des autorisations de bâtir



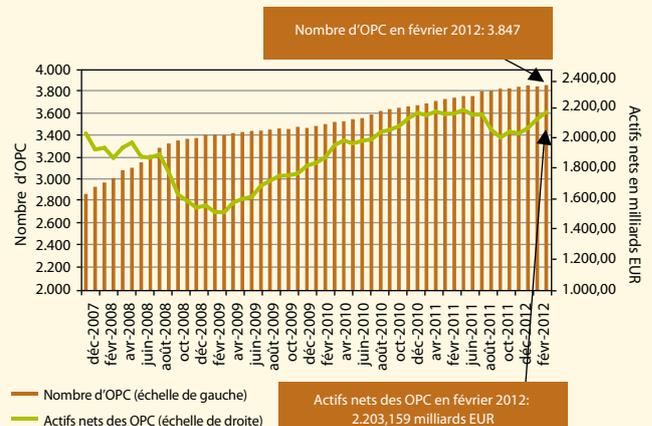
Source : STATEC

Graphique 11 – Evolution mensuelle de la somme bilantaire des établissements de crédit



Source : BCL

Graphique 12 – Evolution mensuelle du nombre d'organismes de placement collectif (OPC) et de leurs actifs nets



Source : CSSF

Parole à un chef d'entreprise: François Koepp



François Koepp, secrétaire général de l'HORESCA, membre élu de la Chambre de Commerce

■ Focus sur l'appréciation personnelle du chef d'entreprise

Pour chacun des indicateurs, François Koepp a précisé, sur une échelle allant de 1 (situation totalement insatisfaisante) à 5 (situation excellente), sa perception des performances actuelles des différents indicateurs sous revue ainsi que ses perspectives en termes d'évolution de la situation conjoncturelle.

■ Focus sur le secteur HORECA

Le secteur de l'HORECA représente entre 4,7 % et 4,9 % du PIB lorsque seul l'impact direct est pris en compte, mais il ne faut pas oublier que le secteur fait vivre un certain nombre d'autres métiers, et ce de manière indirecte. Une fois cette influence intégrée, l'HORECA représente environ 7,8 % du PIB luxembourgeois.

Alors que le taux de chômage ne cesse d'augmenter au Luxembourg, le secteur de l'HORECA ne parvient pas à trouver le personnel qualifié dont il a besoin, dans ses différents domaines. En termes de formation, de nombreux postes destinés à des apprentis sont vacants. L'HORECA est, en effet, un secteur qui ne cesse d'engager du personnel et qui compte actuellement environ 17.500 personnes. Le manque de main-d'œuvre qualifiée qui vient d'être mentionné induit toutefois une hausse des salaires nets pour ces travailleurs qualifiés qui sont difficiles à trouver. Outre cette augmentation du coût du travail, le secteur de l'HORECA ne parvient plus à compenser les hausses des prix, l'inflation étant donc un réel problème.

Pour ces raisons notamment, bien que la fréquentation augmente dans les différents secteurs de l'HORECA, le chiffre d'affaires n'évolue pas en conséquence ou stagne même.

S'agissant des différents secteurs de l'HORECA, la restauration occupe une place importante. Ce secteur enregistre de bonnes performances, notamment parce que de nombreux travailleurs doivent rester manger au Grand-Duché de Luxembourg durant les pauses de midi. Les restaurants offrant, par exemple, une formule «plats du jour», sont ainsi particulièrement attractifs.

En ce qui concerne l'avenir, les perspectives semblent intéressantes pour le secteur de l'HORECA luxembourgeois puisque l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) prédit une hausse de 2,5 millions de voyageurs. Si la démocratisation des prix des transports permet aux Luxembourgeois de partir plus loin, elle permet également d'attirer sur le sol national de nouveaux touristes. Il s'agit donc de se vendre au niveau mondial, afin de donner envie aux étrangers de découvrir le Luxembourg!

Indicateurs	Situation actuelle	Prévisions
Croissance du PIB	3	2
Taux de chômage	2	1
Emploi total intérieur	4	3
Inflation	2	3